

# LE CO<sub>2</sub> ENCORE TROP BON MARCHÉ

Retour avec **Jean-Bernard Lévy**, P.-D.G. d'EDF, sur le bilan de la COP21. Il revient sur les nouveaux marchés qui s'ouvrent dans la perspective d'une économie bas carbone et sur les projets de l'entreprise, à la fois dans les énergies renouvelables et le nucléaire.



© EDF

*L'Accord de Paris a été salué, à la fois par les chefs d'États et les ONG, comme une réussite, qui marque le premier pas vers la mise en place d'une économie bas carbone. Quelle lecture faites-vous, de votre côté, de cet accord ?*

**Jean-Bernard Lévy :** Comme beaucoup, je considère que c'est un accord historique, une rupture. Je tiens d'ailleurs à saluer l'ensemble des parties prenantes, les négociateurs qui ont œuvré nuit et jour et permis cet heureux aboutissement et la diplomatie française qui a su organiser ce dialogue entre les représentants de 195 pays, pour atteindre un accord universel.

L'accord de Paris est une avancée majeure vers la mise en œuvre de la Convention Chan-

gement Climatique. Il contient tous les éléments pour construire collectivement une stratégie mondiale de lutte contre le changement climatique. En ce sens, l'adoption de cet accord n'est qu'un début.

*L'enjeu majeur de cette COP a été l'édification possible d'un accord universel mais annoncé comme contraignant. Dans quelle mesure estimez-vous que des contraintes nouvelles pèseront sur les entreprises ? À quels mécanismes de contrôle faut-il s'attendre dans le secteur de l'énergie ?*

**J.-B. L. :** Chaque pays devra développer une politique « énergie-climat » et un mix éner-

gétique compatibles avec l'objectif de respecter le seuil des 2° voire 1,5 °C d'augmentation de la température.

Pour les entreprises, ces politiques poseront sans doute de nouvelles contraintes, mais elles ouvrent également de nouveaux marchés, liés à la nécessité de décarboner les économies.

Pour tenir les promesses de la COP21, nous devons nous hâter de fixer un prix de CO<sub>2</sub> cohérent avec les objectifs communs de limitation des émissions. Le niveau des prix du CO<sub>2</sub> actuels encourage l'utilisation des moyens de production d'électricité intenses en carbone. Pour que les énergies propres (solaire, éolien, nucléaire), voire les centrales au gaz, prennent le relais des centrales au

charbon, nous avons besoin d'un signal prix qui dépasse très largement le prix du CO<sub>2</sub> constaté actuellement.

*La question du financement du changement climatique a été clairement posée à Paris. Quelles dispositions un groupe comme EDF peut-il prendre pour apporter une contribution tant au niveau français qu'à l'échelle européenne, voire mondiale ?*

**J.-B. L. :** La question du financement est centrale. Et l'entreprise, EDF en particulier, peut aussi innover dans ce domaine. Au cours des deux dernières années, nous avons levé près de 2,7 milliards d'euros au moyen de Green Bonds qui nous permettront de financer de nouveaux moyens de production à partir d'énergies renouvelables. Nous participons au comité exécutif des « Green Bonds Principles » car il nous semble important que ces nouveaux financements s'accompagnent d'exigences élevées en terme de qualité des projets, de reporting et de transparence. Nous faisons en particulier vérifier par un tiers le respect des engagements de développement durable liés à ces projets et la traçabilité de l'allocation des fonds sur des nouveaux projets éoliens, solaires ou biomasse.

*L'Union européenne a parlé d'une seule voix à la COP21. Quel pourrait être un nouveau programme d'économie bas carbone dessiné à l'échelle européenne ? Quelles seraient les conséquences d'un renforcement de la place accordée aux énergies renouvelables au sein de l'Europe, avec une éventuelle spécialisation (l'éolien en Mer du Nord, le solaire en Méditerranée...) ? Comment le groupe EDF peut-il tirer parti de cette dynamique ?*

**J.-B. L. :** L'Europe s'est dotée d'un « paquet climat-énergie » qui vise 40 % de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2030 et qui sera décliné par chaque État membre. C'est un objectif ambitieux, mais probablement insuffisant si l'on veut l'objectif des 2 °C d'ici à la fin du siècle.

Ma conviction, c'est que l'électricité est l'un des meilleurs moyens de décarboner une économie. À l'échelle d'un pays comme la

France, EDF montre que nous savons produire toute l'électricité nécessaire en émettant très peu de CO<sub>2</sub>, près de 20 fois moins que nos pairs européens. La transition numérique dans laquelle EDF est leader nous permet aussi de rendre nos consommations électriques plus intelligentes, de consommer moins et mieux.

À l'échelle mondiale, nous avons l'ambition de doubler notre puissance installée dans les énergies renouvelables d'ici 2030. Nous investissons dans le développement de nouvelles filières comme l'éolien offshore où nous avons pris la tête de plusieurs projets sur le littoral français.

Nous investissons aussi en R&D dans le photovoltaïque au sein de l'Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France, à Saclay, avec l'ambition de baisser les coûts et d'améliorer les rendements des panneaux. Nous sommes déjà le premier producteur d'énergies renouvelables en Europe et nous avons bien l'intention de rester un acteur majeur de ce secteur en profitant des opportunités qui s'offriront à nous.

*EDF détient une image forte dans le secteur nucléaire. Dans le mix mondial, quelles perspectives peut-on espérer pour l'énergie nucléaire ? Avec la prise de contrôle d'AREVA NP, le groupe EDF détient maintenant toute la palette des compétences, de la conception jusqu'à l'exploitation des réacteurs.*

*Selon quels axes le groupe EDF compte-t-il aborder le marché international de la production électrique nucléaire ?*

**J.-B. L. :** Le nucléaire comporte de multiples atouts : c'est une énergie décarbonée, au même titre que l'éolien ou le solaire. C'est une énergie qui offre de la stabilité et de la flexibilité, et qui est donc parfaitement complémentaire avec les énergies renouvelables, par nature intermittentes. Pour toutes ces raisons, je crois que le nucléaire gardera une place importante dans le mix mondial. C'est d'ailleurs le choix de grandes puissances comme l'Inde ou la Chine, qui ont à la fois besoin de plus d'énergie pour assurer leur croissance, mais sont de plus en plus soucieuses de développer une énergie bas carbone et font aussi appel au nucléaire, un peu à l'image du mix français. EDF compte bien sûr participer à ce marché mondial et saisir les opportunités là où elles se présenteront. Nous venons de signer un accord décisif avec notre partenaire chinois CGN pour la construction de nouveaux réacteurs EPR en Grande-Bretagne. C'est un succès pour l'industrie nucléaire française. Ce sera la première centrale construite en Europe depuis Fukushima. Nous regardons également avec intérêt l'évolution de nouveaux projets dans d'autres pays. Le nucléaire est l'un des grands pôles de compétence de la France. L'expertise d'EDF et de la filière nucléaire française est reconnue partout dans le monde. Il s'agit de valoriser ce savoir-faire. ☞

*Questions de Clotilde Warin, rédactrice en chef, Confrontations Europe*

« Doubler notre puissance dans les énergies renouvelables d'ici 2030 »

